



# Baromètre de la société inclusive

## Vague 7

Note d'analyse

**Fédération des PEP**

**Auteurs Kantar Public**

Laure SALVAING  
Eddy VAUTRIN-DUMAINE

Février 2022  
**70CA61 © Kantar**

Le terrain d'enquête de cette 7<sup>e</sup> vague du baromètre de la « société inclusive » a été réalisé fin janvier 2022, soit près de deux ans après le début de la crise sanitaire liée au Covid-19 et au moment de la « 5<sup>ème</sup> vague » de l'épidémie en France.

Dans l'ensemble, on observe **une certaine stabilité des résultats** par rapport à la vague précédente réalisée en décembre 2020. On note en particulier que **le sentiment d'égalité dans la société française se maintient à un niveau relativement élevé** par rapport à l'historique. Et à l'issue d'une année marquée par de nombreux débats sur les principes républicains, notamment dans le cadre du projet de loi « contre le séparatisme », **la laïcité est pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive un principe jugé aussi important que l'égalité**, tandis que **la liberté d'expression décroche nettement cette année**.

Par ailleurs, à quelques semaines du premier tour de l'élection présidentielle, et sept mois après les élections régionales de 2021 qui ont donné lieu à un taux d'abstention record, **aucun regain de la participation à la vie sociale et collective n'est observé auprès des Français interrogés**. A l'inverse, la **capacité individuelle de participation** est même moins bien perçue, et ce à tous les échelons de la décision publique.

## La perception d'une société un peu moins inégalitaire se confirme, mais le niveau d'acceptabilité de ces inégalités reste faible

La société française reste perçue comme **une société inégalitaire pour deux tiers des Français**, à un niveau proche de celui de 2020 (66%), mais inférieur à ce qui était observé avant la pandémie (78% en 2018).

Plus précisément, les inégalités dans **les domaines de l'accès aux soins et de l'accès au logement restent à la fois les plus graves et les plus répandues aux yeux des Français**. Le thème de **l'emploi recule fortement cette année** : dans un contexte de baisse du taux de chômage et de perspectives optimistes de la part de l'INSEE pour 2022, les inégalités sur ce sujet sont jugées moins graves (-11 pts) et moins répandues (-11 pts) que précédemment. Cette tendance à la baisse est observée depuis 2014, mais s'amplifie cette année.

A l'inverse, **d'autres thèmes progressent** dans le classement des inégalités les plus répandues : **la prise en charge des personnes dépendantes** (29%, +5pts) (et encore davantage auprès des plus de 50 ans : 41%, +10 pts), **l'accès aux services publics**, qui atteint son plus haut niveau (15%, +6 pts - une augmentation qui s'observe auprès de toutes les populations), et **les transports et déplacements** (12%, +4 pts). Enfin, les inégalités en matière **d'accès à une alimentation saine** sont également perçues comme étant de plus en plus répandues depuis 7 ans (29%, +8 pts par rapport à 2014).

Malgré la perception d'une société légèrement moins inégalitaire depuis 2020, **la sensibilité des Français à cette question demeure élevée** : **la lutte contre les inégalités reste importante pour une large majorité des Français** (un score qui est à son plus haut niveau depuis 2014 - 63%, +4 pts), **par opposition à l'idée d'inégalités acceptables dès lors qu'elles seraient fondées sur le mérite** (29%, -2 pts). Le clivage politique sur ce sujet est net : si seulement 21% des sympathisants de gauche jugent les inégalités acceptables si

celles-ci sont fondées sur le mérite, 40% des sympathisants LREM ont la même opinion, 49% des sympathisants LR et 39% des sympathisants RN.

Concernant les efforts à mettre en œuvre pour **assurer l'égalité des chances en France**, les **personnes souffrant d'un handicap** (49%, -1 pt) et celles qui ont **très peu de ressources** (40%, -4 pts) constituent toujours les cibles prioritaires aux yeux des Français. Les habitants de certains territoires (quartiers où l'insécurité est forte et zones rurales isolées) viennent ensuite. Les **personnes âgées et leurs aidants**, proposés pour la première fois cette année, se hissent en 5<sup>ème</sup> position (28%), juste avant les femmes (26%, -6 pts) et les familles monoparentales (23%, -5 pts), deux cibles qui retrouvent un niveau comparable aux années précédant la crise sanitaire.

Dans ce contexte, **la plupart des mesures de lutte contre les inégalités recueillent, cette année encore, l'adhésion d'une large majorité de Français**. Les mesures testées pour la première fois (formation et soutien des enseignants pour la scolarisation des enfants en situation de handicap dans leur quartier, développement d'habitats inclusifs et développement du mentorat, permettant d'accompagner des jeunes dans leur scolarité, leur insertion professionnelle) suscitent un consensus particulièrement large, avec 86% à 88% de Français favorables.

L'adhésion à la mise à disposition de formulaires administratifs en langue étrangère pour les personnes ne maîtrisant pas correctement le français continue à progresser et passe cette année le cap de la majorité de Français favorables : 52% (+4 pts). Seul le principe de la mise à disposition de logements vacants pour les migrants arrivant en France ne recueille qu'une minorité d'opinions favorables (42%).

## Les principes républicains : la place prépondérante de la laïcité semble se confirmer

Parmi les principes républicains, **la hausse de l'importance de la laïcité observée en 2020 se confirme** (42%), parallèlement à la moindre importance de l'égalité entre les citoyens (43%) : laïcité et égalité font ainsi jeu égal en tête du classement, alors que **l'importance de la liberté d'expression recule de façon marquée cette année** (37%, -7 pts) : une diminution globale de 12 points depuis 2015 et l'attentat contre Charlie Hebdo.

Dans le détail, la laïcité est toujours **un élément essentiel de l'identité du pays** pour 4 Français sur 10 et important pour plus de 8 sur 10 d'entre eux. Notons que **cette importance de la laïcité est un peu moindre auprès des 18-34 ans** : 15% d'entre eux déclarent qu'il s'agit d'un élément peu ou pas important de l'identité française, une différence observée régulièrement par le passé mais particulièrement forte cette année.

Le principe de laïcité est toujours défini par les Français de multiples manières. Pour autant, **deux définitions apparaissent plus consensuelles que les autres** et à des niveaux très proches, l'une évoquant la liberté de culte et de conscience (20%, -4 pts), et l'autre l'égalité entre les citoyens sans distinction de religion (20%, =).

**L'importance couplée du collectif et de l'individuel dans la défense de la laïcité se confirme** également : l'École reste le premier défenseur de la laïcité, bien qu'en baisse cette année (50%, -6 pts), devant l'Etat (43%, -4 pts) et les citoyens pris individuellement au même niveau (43%, =).

## « La société inclusive » : un concept de plus en plus familier pour les Français

**La notoriété de l'expression « société inclusive » est en forte hausse**, avec près de 3 Français sur 4 déclarant avoir déjà entendu cette expression (71%, +16) et un tiers voyant très bien de quoi il s'agit (+13 pts).

Si près de **deux tiers des Français estiment toujours que la société française n'est pas inclusive**, ils sont toutefois de plus en plus nombreux à penser qu'elle l'est : 31% jugent aujourd'hui la société inclusive, un chiffre en constante progression depuis 2014. Ce sentiment d'inclusivité de la société est plus élevé chez les jeunes (50%), les cadres (43%), et les sympathisants LREM (43%).

Dans le même sens, **la possibilité pour chaque individu de trouver sa place et de réaliser ce qu'il souhaite dans la vie progresse nettement depuis 2014** : si la majorité estime toujours qu'il est difficile de trouver sa place (59%), plus d'un tiers des Français (37%) estime aujourd'hui qu'il est possible de le faire (+18 pts par rapport à 2014).

Plus précisément, **les habitants des zones rurales** (40%, =), **des quartiers politique de la ville** (35%, -1 pt) et de façon encore plus marquée **les personnes en situation de handicap** (25%, =) sont perçus comme ayant le plus de difficultés à trouver leur place et se réaliser au sein de la société.

**Les rôles de l'Etat (43%) et de l'école (39%) restent prépondérants sur ce sujet aussi : ce sont les premiers acteurs identifiés comme étant capables de créer une société inclusive**. La capacité des collectivités locales est en baisse cette année (28%, -8 pts) après une hausse tendancielle au cours des dernières années. Les actions des entreprises en faveur de l'inclusivité sont en revanche davantage perçues : leur capacité à créer une société inclusive progresse (19%, +3 pts).

**Certaines mesures inclusives testées sont jugées un peu moins importantes cette année**, et en particulier l'intégration des enfants ayant des troubles physiques, psychiques ou mentaux dans les activités scolaires (73%, -10 pts) et périscolaires (77%, -7 pts). Le score d'importance concernant les activités scolaires est significativement plus faible auprès des sympathisants RN (58%) : cette baisse peut refléter l'impact à très court terme de la polémique qui a suivi les propos d'Eric Zemmour sur la scolarisation des enfants porteurs de handicap, le terrain de l'enquête ayant eu lieu quelques jours plus tard.

Les mesures restent toutefois consensuelles d'une manière générale, et le développement de l'engagement dans toutes ses formes, intégré dans le baromètre cette année, est jugé important par 76% des Français.

Enfin, **les PEP sont connues de plus d'un Français sur deux (57%, +1 pt)**, et davantage des Français ayant des enfants (65%), des sympathisants de gauche (67%) et des sympathisants LREM (70%). **Plus d'un quart des Français (27%, +7 pts) voit bien de quoi il s'agit, un score qui retrouve son plus haut niveau, déjà atteint en 2018.**

Pleine participation et citoyenneté : à l'approche de l'élection présidentielle, la capacité à prendre part à la vie sociale et collective est en baisse à tous les échelons de décision. Et les jeunes se montrent particulièrement en retrait.

**La possibilité perçue par les Français de prendre part à la vie sociale et collective, et aux décisions qui les concernent est en retrait à tous les échelons de décision** : les sphères locale (74%, -6 pts) et régionale (63%, -5 pts) constituent cette année les lieux privilégiés de la participation, mais à des niveaux inférieurs à ceux de 2020. A moins de trois mois de l'élection présidentielle, **le niveau national connaît le plus fort retrait par rapport à la dernière mesure** (61% -10 pts), Enfin, le niveau européen (36%, -9 pts) est aussi en baisse, bien qu'il soit dans l'ensemble davantage un lieu de participation pour les 18-34 ans (50%).

Dans le détail, les Français estiment, et de façon encore plus marquée qu'en 2020, que **cette participation est moins évidente lorsqu'on est en situation de handicap** (49%, -5 pts). Et plus d'un tiers des Français estime qu'il est **difficile pour les personnes âgées de participer** à la vie sociale et collective (38%, nouvel item).

On note dans cette période pré-électorale que **l'importance perçue de la participation à la vie sociale, collective, et à toutes les décisions est relativement stable au niveau national** (83%, -3 pts). Elle diminue légèrement au niveau de la commune (84%, -4 pts) et progresse tendanciellement (67%, +3 pts) vis-à-vis de l'Union européenne. Notons que **l'importance pour les jeunes de cette participation est plus faible à tous les échelons nationaux** (commune : 29% la jugent pas vraiment ou pas du tout importante vs 10% pour l'ensemble ; région : 22% vs 13% ; France : 21% vs 11%).

**Le développement des modes d'information et d'expression directe des citoyens est attendu par 8 Français sur 10** aux niveaux des communes, des régions et de la France : des résultats stables par rapport à 2020. Le souhait est un peu moins net au niveau européen, mais progresse en tendance (70%, +3). De même que pour l'importance de la participation à la vie collective, **les jeunes de 18 à 24 ans sont significativement plus nombreux** (environ un quart) **à juger qu'il n'est pas utile ou pas souhaitable de développer les modes d'information et d'expression directe des citoyens.**

**Le vote est considéré comme la manière la plus efficace de s'engager** (44%) **mais la confiance dans l'efficacité du vote augmente nettement avec l'âge** : 19% des 18-24 ans estiment qu'il s'agit de la manière la plus efficace de s'engager contre 59% des 65 ans et plus. Le bénévolat pour une association apparaît comme la 2<sup>ème</sup> manière la plus efficace de s'engager (13%).

## Questions d'actualité : des attentes légèrement plus élevées à l'égard de l'Union européenne en matière d'accueil des migrants, mais des attitudes vis-à-vis de cette question évoluent peu depuis 3 ans

**L'Union européenne paraît susciter cette année un peu plus d'attentes qu'en 2018** : si l'efficacité de mesures nationales reste plus évidente aux yeux des Français pour la moitié des sujets testés, l'Union européenne est perçue comme plus efficace qu'en 2018 en ce qui concerne **la politique sociale** (30%, +4 pts), **l'éducation à la citoyenneté** (29%, +6 pts) et **la formation** (29%, + 7pts).

Plus particulièrement, sur les sujets liés à la migration, **les Français sont toujours majoritairement favorables à une gestion européenne de la politique migratoire** (61%, +2 pts) **et de l'intégration des migrants**, et tendanciellement un peu plus qu'en 2018 (58%, +4 pts). Sur ces questions, les sympathisants LREM sont plus favorables à une gestion à l'échelle européenne, et les sympathisants LR le sont aussi concernant l'intégration des migrants (74%). A l'inverse, les sympathisants RN sont plus nombreux à juger préférable d'adopter des mesures à l'échelle nationale.

Dans le détail, **le rôle attendu de l'Union européenne évolue peu par rapport à 2018** : une demande de coopération et de soutien entre Etats membres en premier lieu (72%). Les Français sont en revanche **un peu plus réservés sur la responsabilité de l'Union européenne en matière de répartition des migrants** (30% de répondants défavorables à une responsabilité de l'Union européenne) et **d'aide financière aux organisations de la société civile** (30%).

Sur l'ensemble de ces propositions, **un clivage politique fort est toujours à l'œuvre cette année** : les sympathisants LREM et les sympathisants de gauche sont les plus enclins à accorder des responsabilités à l'Union européenne. Dans le détail, les sympathisants de gauche sont plus favorables que les sympathisants LREM aux mesures qui nécessitent des dépenses publiques directes (aider financièrement les Etats les plus touchés et aider financièrement les organisations de la société civile qui s'en chargent), tandis que les sympathisants LREM, de même que les sympathisants LR sont en revanche les plus favorables à une aide à destination des pays d'origine de l'immigration pour y améliorer les conditions de vie. **Les sympathisants RN sont opposés aux responsabilités de l'Union européenne, mais de manière moins franche qu'en 2018.**

**Les mesures visant à soutenir l'intégration des immigrés et l'accueil des migrants via des programmes d'intégration ou d'enseignement reçoivent toujours un bon accueil de la part de plus de 7 Français sur 10.** La mise en place d'un programme d'accompagnement spécifique pour les jeunes mineurs isolés suscite un peu moins d'adhésion, de même que la mise en place de mesures sévères pour combattre les discriminations : moins d'un tiers des Français y sont tout à fait favorables. Le clivage politique est très prégnant sur cette question aussi, avec des sympathisants de gauche et des sympathisants LREM nettement plus favorables à ces différentes mesures, et à des niveaux très proches, tandis que les sympathisants RN le sont moins. Ils se montrent également moins hostiles à ces mesures d'intégration qu'en 2018.

**Enfin, l'implication du gouvernement français partage les répondants** : la moitié d'entre eux (49%, -2 pts) estime que la France en fait assez, un score qui monte à 59% chez les sympathisants de droite (LR et RN à des niveaux identiques). Les sympathisants de gauche

(54%) et les jeunes (52%) sont en revanche plus nombreux à estimer que le gouvernement français n'en fait pas assez (36%, +3 pts pour l'ensemble des Français).

**Corollaire d'attentes qui tendent à progresser vis-à-vis de l'Union européenne, son implication sur l'intégration des migrants est moins bien jugée** : moins de 4 Français sur 10 estiment que l'Union européenne œuvre suffisamment pour l'intégration des migrants (39%, -8 pts) : un score plus élevé chez les sympathisants de droite, mais en baisse également (49%, -12 pts).

## Fiche technique

**Enquête réalisée pour** : La fédération des PEP

**Dates de terrain** : du 28 janvier au 1<sup>er</sup> février 2022.

**Méthodologie** : Enquête réalisée **en ligne**, auprès d'un **échantillon national de 1000 personnes représentatif de la population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus**. La représentativité de cet échantillon est assurée par la **méthode des quotas** (sexe, âge, profession de la personne de référence, région et catégorie d'agglomération).